



**PRÉFET  
DE L'AVEYRON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât A  
19 rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 19/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE AFFINAGE-CONDITIONNEMENT**

**SITE TENDIGUES**

2 avenue François Galtier  
12250 Roquefort-Sur-Soulzon

Références : 12-CRARC-2024-16  
Code AIOT : 0006804156

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement SOCIETE AFFINAGE-CONDITIONNEMENT implanté SITE DE TENDIGUES 12250 ROQUEFORT-SUR-SOULZON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection programmée du 11 décembre 2024 a été réalisée pour contrôler les engagements pris par l'exploitant à la suite de l'inspection du 20 novembre 2023 concernant notamment la mise en conformité de son installation de stockage de caisson en polyéthylène classée sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE AFFINAGE-CONDITIONNEMENT
- SITE DE TENDIGUES 12250 ROQUEFORT-SUR-SOULZON
- Code AIOT : 0006804156
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Tendigues est un entrepôt frigorifique qui permet de stocker des pains de roquefort à des températures variables selon les salles et les produits.

Le site permet un stockage en report du roquefort permettant de conditionner le fromage toute l'année alors que la fabrication ne dure que 7 mois (décembre à juillet).

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) car les installations produisant du froid contiennent 3,1 tonnes d'ammoniac.

Le site est également concerné par les rubriques ICPE suivantes:

- enregistrement au titre de la rubrique 2663 pour le stockage de caisson en polymère,
- déclaration contrôlée au titre de la rubrique 1511 pour l'entreposage en entrepôt frigorifique de de Roquefort,
- déclaration contrôlée au titre de la rubrique 2921 pour les tours aéroréfrigérantes du site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/05/2007, article 1	/	Prescriptions complémentaires	15 jours
2	Situation du site	Arrêté Préfectoral du 11/05/2007, article 1	/	Demande d'action corrective	3 mois
3	Stockage de polymères	Arrêté Préfectoral du 11/05/2007, article 7.1 de l'annexe	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Prescriptions complémentaires	15 jours
4	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1	/	Prescriptions complémentaires	15 jours
5	Conception générale	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. a)	/	Demande d'action corrective	1 mois
7	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.1.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
15	Procédure en cas de prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2. c)	/	Demande d'action corrective	3 mois
18	Vérification de	Arrêté Ministériel du 14/12/2013,	/	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	l'installation	article I > 3.7. IV. 1.		l'exploitant	
22	Transmission analyses legio	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3.e)	/	Demande d'action corrective	1 mois
23	Rapport d'analyses eau rejetée	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.9	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Dévésiculeur	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. d)	Sans objet
8	Protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 4.2.	Sans objet
9	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. a)	Sans objet
10	Plan d'entretien, plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. b)	Sans objet
11	Traitement préventif de l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2. b)	Sans objet
12	Fréquence d'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. a)	Sans objet
13	Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. b)	Sans objet
14	Laboratoire accrédité COFRAC	Arrêté Ministériel du 14/12/2003, article I > 3.7. I. 3. c)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
16	Procédure en cas de prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2. c)	Sans objet
17	Procédure en cas de flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 3. c)	Sans objet
19	Nettoyage préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2. c)	Sans objet
20	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. IV. 2.	Sans objet
21	Rapport d'analyses légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a examiné le respect des prescriptions associées à l'entreposage de polymère et à la prévention du risque de légionellose.

Au vu de cet examen non exhaustif, l'exploitant doit apporter des compléments et engager des actions sur les points suivants :

- transmettre un porter à connaissance concernant l'ajout à l'installation autorisée de la parcelle 788 section B du cadastre de Roquefort-sur-Soulzon,
  - mettre en conformité le stockage de polymère :
- a) avant le 31 décembre 2026, avec l'ensemble des dispositions de l'arrêté du 15 avril 2010 modifié à l'exception des prescriptions 2.2.15 et 3.4 de l'annexe à l'arrêté du 15 avril 2010 modifié susvisé,
- b) avant le 31 décembre 2028, avec les dispositions des prescriptions. 2.2.15 et 3.4 de l'annexe à l'arrêté du 15 avril 2010 modifié.
- L'exploitant transmet avant le 31 mars 2025 un porter à connaissance concernant le point a) et avant le 30 juin 2026 un porter à connaissance concernant le point b).

- préciser les dispositions retenues pour supprimer le bras mort situé au niveau de la ligne dédiée au prélèvement de l'eau de la tour n°400,
- transmettre les attestations de la formation du personnel au risque de dispersion et de prolifération des légionelles,
- mettre à jour la procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 100 000 UFC/L pour qu'elle soit conforme aux dispositions de l'arrêté du 14/12/13 modifié,
- préciser les actions correctives réalisées à la suite du rapport de vérification initiale de la tour 700 principale,
- préciser les actions que vous mettrez en place pour respecter le délai de transmission de 30 jours à l'inspection des installations classées des résultats d'analyses de concentration en *Legionella pneumophila*,
- transmettre les résultats de l'analyse annuelle des effluents générés par les TAR de

l'installation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2007, article 1					
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, situation administrative					
<b>Prescription contrôlée :</b>					
La société SNC AFFINAGE CONDITIONNEMENT dont le siège social est situé au 2, avenue François Galtier 12250 Roquefort/Soulzon, est autorisée, sous réserve de l'observation des prescriptions annexées, à exploiter sur son site de TENDIGUES à 12250 Roquefort/Soulzon, un entrepôt frigorifique de stockage de pains de roquefort, comportant les installations suivantes visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :					
Rubrique de la nomenclature	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	v o l u m e autorisé
1136-B-b	A	Ammoniac (emploi d')	Quantité susceptible d'être présente	1,5 t<Q<200 t	3,102 t
2230-1	A	L a i t (réception, stockage, traitement, transformation, etc, du ou des produits issus du lait)	capacité journalière de traitement	>70 000 l/j	225 000 éq-lait/j soit 11 450 t de pain de roquefort de 2,9 kg en capacité maximum de stockage
2663-2-b	E	Polymère (stockage de)	v o l u m e susceptible d'être stocké	10 000 m <sup>3</sup> < V < 80 000 m <sup>3</sup>	14 140 m <sup>3</sup>
1511-3	DC	Entrepôts frigorifiques	v o l u m e susceptible	5 000 m <sup>3</sup> < V < 50 000 m <sup>3</sup>	q u a n t i t é maximale de

			d'être stocké		produits stockés : 25 149 m <sup>3</sup>
2921-2	D	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de)	Circuit primaire fermé	-	2 335,8 kW évacués

A : Autorisation D : Déclaration

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations visées D au tableau ci-dessus, et autorisation de prélèvement - rejet au titre de la loi sur l'eau. La présente autorisation est accordée, sous réserve de la stricte application des dispositions du présent arrêté et des prescriptions techniques annexées,

#### Constats :

L'inspection du 22 novembre 2023 avait permis de passer en revue la situation administrative du site vis-à-vis des rubriques 1511, 2921, 2663 et 4735 (anciennement 1136).

L'exploitant a précisé en inspection que dans le cadre de son projet de mise en conformité avec les règles générales s'appliquant à la rubrique 2663, il a réduit le volume susceptible d'être stocké à 13 000 m<sup>3</sup>.

Concernant la rubrique 2230, l'évolution de cette rubrique a conduit à exclure les activités d'entreposage et d'affinage de cette rubrique. L'installation n'est donc plus soumise à la rubrique 2230.

Le point 4 du présent rapport analyse la situation de l'installation par rapport à la rubrique 2921. Ces modifications de la situation administrative de l'installation ne constituent pas des modifications substantielles au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées propose un arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour la situation administrative du site en modifiant l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2007.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 15 jours

#### N° 2 : Situation du site

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/05/2007, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation du site

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont situées sur les parcelles n° 109, 110, 678, 684 à 690, section B du plan cadastral de la commune de Roquefort/Soulzon. Elles sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et aux données techniques contenues dans les différents dossiers et études déposées par l'exploitant.</p> <p>En tout état de cause, elles respectent par ailleurs, les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de la mise en conformité des entreposages des caissons en polymère, l'exploitant souhaite étendre l'emprise de l'installation à la parcelle 788 section B du cadastre de Roquefort-sur-Soulzon.</p> <p>Cette parcelle est située en zone Ux (zone urbaine économique) du plan local d'urbanisme intercommunal Saint Affricain, Roquefort, Sept Vallons qui autorise un usage industriel.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre un porter à connaissance concernant l'ajout à l'installation autorisée de la parcelle 788 section B du cadastre de Roquefort-sur-Soulzon.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Stockage de polymères

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2007, article 7.1 de l'annexe</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de polymères</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Stockage de polymères</p> <p>Les zones de stockage sont situées à au moins 15 m des limites de propriété foncière et au moins 10 m des autres installations. Le stockage à l'air libre est divisé en 3 zones de stockage distinctes : la première zone est située près de Tendigues 400, elle a une capacité minimale de 1000 m3, la seconde zone est située près des locaux sociaux, elle a une capacité maximale de 2600 m3, la troisième zone est située devant les quais de Tendigues 700. Cette zone est divisée en îlots, d'une capacité maximale de 5500 m3, séparé d'au moins 8 mètres les uns des autres et à minimum 6 mètres de la clôture.</p> <p>La hauteur de stockage ne doit pas dépasser 6,6 mètres.</p> <p>Toutes les zones de stockage sont matérialisées au sol. Des moyens d'extinctions mobiles adaptés</p>



aux risques sont présents à une distance maximale de 50 m de tout point des zones de stockage.

### Constats :

L'inspection du 20 novembre 2023, a mis en évidence les non conformités suivantes :

- non respect des règles d'entreposage du stockage de polymères de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2007
- exploitation du stockage de polymère sur la parcelle 788 section B qui n'est pas intégrée au site autorisé par l'arrêté du 11 mai 2007

L'exploitant s'était engagé à transmettre un porter à connaissance pour fin juin 2024 afin de demander la régularisation de son stockage de polymère.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées le 27 mai 2024 de l'avancée des études concernant le stockage de polymère (rendez-vous avec le SDIS, avec l'assureur,...) et demandé 6 mois supplémentaires pour déposer le porter à connaissance.

### Projet de mise en conformité du stockage de polymère

L'exploitant a présenté lors de l'inspection son analyse de la conformité à l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymère relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 de la nomenclature des ICPE. Les non conformités identifiées par l'exploitant sur le stockage de polymère actuel portent sur les éléments suivants :

- le respect du volume maximum des ilots de stockage de 2000 m<sup>3</sup> (prescription 2.4.1 de l'annexe I à l'arrêté du 15 avril 2010 modifié),
- les effets létaux (flux thermique supérieur à 5kw/m<sup>2</sup>) ne sont pas contenus dans l'enceinte de l'établissement en cas d'incendie (prescription 2.1 de l'annexe I à l'arrêté du 15 avril 2010 modifié),
- la voie engin doit se situer hors zone d'effondrement (prescription 2.2.2 de l'annexe I à l'arrêté du 15 avril 2010 modifié),
- la surveillance du stockage (prescription 2.4.8 de l'annexe I à l'arrêté du 15 avril 2010 modifié),
- la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires (prescription 2.2.13. de l'annexe à l'arrêté du 15 avril 2010 modifié),
- le confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre (prescription 2.2.15 de l'annexe à l'arrêté du 15 avril 2010 modifié)
- la compensation de l'imperméabilisation générée par l'installation de stockage des polymères (prescription 3.4 de l'annexe à l'arrêté du 15 avril 2010 modifié)

L'exploitant a présenté lors de l'inspection du 11 décembre 2024 son projet de mise en conformité du stockage de polymère classé au titre de la rubrique 2663 :

- création d'une nouvelle plateforme de stockage de polymère sur la parcelle 788 section B. Le stockage des caissons en polymère serait réalisé en deux ilots de 6000 m<sup>3</sup>, l'exploitant proposerait un aménagement afin de pouvoir réaliser des ilots de 6000 m<sup>3</sup> en assurant un espace de 10 m entre les ilots
- une modélisation Flumilog d'un incendie du stockage dans cette nouvelle configuration a été réalisée et montre que les flux thermique létaux sont contenus dans l'enceinte de l'établissement
- la voie engin serait conforme

- l'exploitant propose de réaliser une surveillance de l'entreposage par caméras associé à la télésurveillance,
- le calcul D9 réalisé par l'exploitant pour l'ensemble du site a permis d'identifier la nécessité de rajouter une réserve incendie de 240 m<sup>3</sup>.
- concernant la rétention des eaux d'extinctions et la compensation de l'imperméabilisation du stockage de polymère, l'exploitant a réalisé un calcul D9a pour l'ensemble du site aboutissant à la nécessité de confiner 1559 m<sup>3</sup> d'eau en cas d'incendie. L'exploitant n'a pas encore identifié d'emplacement pour l'implantation du bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

L'exploitant a présenté en inspection le calendrier prévisionnel de mise en conformité :

- d'ici fin 2026 : création d'une nouvelle plateforme de stockage de polymère sur la parcelle 788 section B et création d'une réserve incendie de 240 m<sup>3</sup>,
- d'ici fin 2028 : reprise du réseau d'eau pluviale et création d'un bassin de confinement et bassin d'orage.

L'inspection des installations classées propose de prescrire la mise en conformité de l'installation d'entreposage des polymères ainsi que la transmission des porter à connaissance associés.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Mettre en conformité du stockage de polymère :

- avant le 31 décembre 2026 avec l'ensemble des dispositions de l'arrêté du 15 avril 2010 modifié susvisé à l'exception des prescriptions 2.2.15 et 3.4 de l'annexe à l'arrêté du 15 avril 2010 modifié susvisé,
- avant le 31 décembre 2028 avec les dispositions des prescriptions. 2.2.15 et 3.4 de l'annexe à l'arrêté du 15 avril 2010 modifié susvisé.

L'exploitant transmet avant le 31 mars 2025 un porter à connaissance concernant le premier point et avant le 30 juin 2026 un porter à connaissance concernant le deuxième point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 15 jours

#### **N° 4 : Situation administrative**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Situation administrative

#### **Prescription contrôlée :**

1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW (E)b La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC)2. Installations de récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (DC)

#### **Constats :**

L'inspection des installations classées a réalisé un point sur la situation de l'installation vis-à-vis de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant dispose actuellement de trois tours aéroréfrigérantes :

- tour n°700 principale dont la puissance thermique évacuée maximale est de 1350 kW,
- tour n°700 secours dont la puissance thermique évacuée maximale est de 1500 kW,
- tour n°400 dont la puissance thermique évacuée maximale est de 814 kW.

L'exploitant a transmis le 30/10/23 un porter à connaissance concernant la mise en place de la tour aéroréfrigérante n°700 principale de 1 350 kW.

La tour Tendigues 700 secours de 1 500 kW est à l'arrêt et en cours de rénovation. Elle a été conservée pour servir en secours de la de la tour aéroréfrigérante n°700 principale de 1 350 kW, les deux tours 700 ne peuvent être utilisées en simultanée. L'inspection des installations classées a pu constater lors de la visite que plusieurs dispositifs hydraulique et électrique permettent d'éviter le fonctionnement en simultanée.

La puissance thermique évacuée maximale par l'installation est inférieure à 3 000 kW.

L'installation est soumise au régime de la déclaration contrôlée au titre de la rubrique 2921.1.b)

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées propose un arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour la situation administrative du site en modifiant l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2007.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 5 : Conception générale**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. a)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle TAR

**Prescription contrôlée :**

L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives, et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit. L'installation de refroidissement est aménagée pour permettre l'accès, notamment, aux parties internes, aux rampes de dispersion de la tour, aux bassins, et au-dessus des baffles d'insonorisation si présentes.

La tour est équipée de tous les moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et sa maintenance dans les conditions de sécurité. Ces moyens permettent à tout instant de vérifier le bon état d'entretien et de maintenance de la tour.

**Constats :**

La visite des tours 400 et 700 a permis de constater la présence d'un bras mort potentiel au niveau de la ligne dédiée au prélèvement de l'eau de la tour n°400.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Préciser les dispositions retenues pour supprimer le bras mort situé au niveau de la ligne dédiée au prélèvement de l'eau de la tour n°400.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Dévésiculeur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. d)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour tout dévésiculeur installé à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a consulté les attestations des fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tour 700 principale, attestation du 10/10/23</li> <li>• Tour 700 secours, attestation du 07/12/17</li> <li>• Tour 400, attestation du 26/02/13</li> </ul> Ces attestations attestent d'un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 %.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq

ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

#### **Constats :**

L'inspection des installations classées a pu consulter

- le plan de formation de l'installation. Celui-ci précise bien les modalités de formation, la liste des personnes intervenant sur l'installation, leur fonction, le type de formation suivie, la date de la dernière formation suivie, la date de la prochaine formation programmée et les attestations de formation de ces personnes.
- le contenu des formations qui répond aux attendus de la présente prescription.

La périodicité de formation n'a cependant pas été respectée pour quatre des personnes en charge du suivi de l'installation. Les dernières formations réalisées datent du 20/09/2016 pour deux d'entre elles et du 30/10/2018 pour les deux autres.

L'exploitant a précisé qu'une formation de recyclage était prévue le 23/04/25.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre les attestations de la formation du personnel au risque de dispersion et de prolifération des légionelles

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 5 mois

#### **N° 8 : Protection des personnels**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 4.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle TAR

#### **Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection

<p>individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ;</li> <li>- aux produits chimiques.</li> </ul> <p>Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces équipements.</p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a pu constater lors de sa visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la présence de panneaux indiquant l'obligation du port de masque,</li> <li>• le port de masque FFP3 réalisé à proximité des tours.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Analyse méthodique des risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I &gt; 3.7. I. 1. a)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...]</p> <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les 2 ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives.</p> <p>Echéancier des actions correctives programmées sur la base de l'identification des facteurs de risque.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les AMR des tours de l'installation ont été révisée pour la dernière fois le 24 juillet 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Plan d'entretien, plan de surveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I &gt; 3.7. I. 1. b)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de</p>

dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. [...]

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, [...] est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, [...]. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. [...]

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. [...]

#### **Constats :**

L'inspection des installations classées a consulté le manuel d'exploitation définissant les mesures d'entretien mis en place.

La stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant est la suivante :

- traitement antitartre/anticorrosion (TRASAR 3DT465). Dosage en continu à 40 à 50 cm<sup>3</sup>/m<sup>3</sup> d'eau d'appoint.
- biocide non oxydant NALCO 77385 à base d'isothiazolone en dose choc 1 litre par semaine par tour
- Biocide oxydant en continu : STARBREX ST 40 contenant des sel de brome, de l'hypochlorite de sodium et de l'hydroxyde de sodium. Ce produit est dosé en continu à hauteur de 30 à 70 cm<sup>3</sup>/m<sup>3</sup> d'eau d'appoint de l'installation pour viser un résiduel cible dans les TAR entre 0,5 mg/l et 1 mg/l d'oxydant dans les tours.

Une fiche décrit et justifie la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 :** Traitement préventif de l'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2. b)

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</p> <p>L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits de décompositions susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés sont précisés dans la fiche de stratégie de traitement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Fréquence d'analyse des légionelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Cette fréquence d'analyse</p>



s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a consulté les résultats de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant sur les TAR entre janvier 2024 et décembre 2024, les prélèvements ont été réalisés aux dates suivantes : 23/01/2024,07/03/24,16/05/24,11/07/24,30/09/24 l'ensemble des résultats ont été inférieurs à $10^3$ UFC/L. L'inspection des installations classées a demandé la réalisation d'un contrôle inopiné qui a été prélevé le 10/07/24. Les résultats de ce contrôle ont été inférieurs à $10^3$ UFC/L.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3. b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.
<b>Constats :</b>  Les points de prélèvement des TAR sont repérés par un marquage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Laboratoire accrédité COFRAC**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2003, article I > 3.7. I. 3. c)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le laboratoire, chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » répond aux conditions suivantes : - le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ; - le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.
<b>Constats :</b>  Le laboratoire chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila est le laboratoire "Mérieux nutrisciences" sur le site de St Ouen l'Aumône.  Ce laboratoire est accrédité COFRAC (accréditation n°1-0161 rev 13). Les analyses sont réalisées

sous accréditation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Procédure en cas de prolifération de légionelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2. c)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Présence d'une procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> est supérieure ou égale à 100 000 UFC/L :</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées [...] et par courriel avec la mention : « Urgent &amp; important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ». [...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la (ou les) tour(s) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. [...]</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.</p> <p>Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;</p> <p>b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). [...]</p> <p>c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.</p> <p>Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ; [...]</p> <p>e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. [...] Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application. [...]</p> <p>f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ;</p> <p>g) Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible.</p> <p>Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure à 100 000 UFC/L.</p>

Si l'installation est également concernée par « le point 3.7.I.2.c », les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe.

L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.

Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

#### **Constats :**

L'exploitant dispose d'une procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.

L'inspection des installations classées a notamment identifié les axes suivants d'amélioration dans la procédure de l'exploitant :

- faire figurer l'arrêt immédiat de la dispersion en plus de l'arrêt immédiat de la ventilation
- préciser dans la procédure le formalisme attendu de l'information de l'inspection des installations classées
- les résultats des nouveaux prélèvements réalisés doivent être transmis dès réception.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Mettre à jour la procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 100 000 UFC/L pour qu'elle soit conforme aux dispositions de l'arrêté du 14/12/13 modifié.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 16 : Procédure en cas de prolifération de légionelles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 2. c)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle TAR

#### **Prescription contrôlée :**

Présence d'une procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L :

a) Cas de dépassement ponctuel :

En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la

norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

**b) Cas de dépassements multiples consécutifs :**

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...] par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive, met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

c) Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'une procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 17 : Procédure en cas de flore interférente**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. II. 3. c)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle TAR

**Prescription contrôlée :**

"Actions à mener si le résultat de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) rend impossible la quantification de *Legionella pneumophila* en raison de la présence d'une flore interférente" :

<p>a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431 (avril 2006). Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.</p> <p>b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède, sous une semaine, à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et/ou correctives.</p> <p>c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure définissant les actions à mener en cas de présence de flore interférente.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 18 : Vérification de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I &gt; 3.7. IV. 1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les six mois suivant la mise en service d'une nouvelle installation ou un dépassement du seuil de concentration en Legionella pneumophila de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, dans le but de vérifier que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par le présent arrêté sont bien effectives.</p> <p>Cette vérification comprend : [...]</p> <p>- Absence de bras morts non gérés : en cas d'identification d'un bras mort, l'exploitant justifie des modalités mises en œuvre pour gérer le risque associé</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait réaliser le 15/07/24 une vérification initiale par l'APAVE à la suite à la mise en service de la TAR 700 principale le 2 avril 2024.</p> <p>La visite a identifié 6 points nécessitant des actions correctives :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• NE1 : présence de bras morts non identifiés,</li> <li>• NE2 : plan de formation non à jour,</li> <li>• NE 3 : AMR non réalisée,</li> <li>• NE 4 : AMR absence d'échéanciers des actions correctives,</li> <li>• NE5 : Absence de document attestant de l'étalonnage des appareils de mesure (pHmètre et conductimètre),</li> <li>• NE 6 : Flore interférente concernant l'analyse d'eau d'appoint issue du forage, analyse</li> </ul>

légionelle impossible (seuil bas de détection à 5 000 UFC/L).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Préciser les actions correctives réalisées à la suite du rapport de vérification initiale de la tour 700 principale.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 19 : Nettoyage préventif de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2. c)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Prescription contrôlée :</b>
Renseignement du carnet de suivi sur la réalisation effective du nettoyage annuel ; Présence le cas échéant de prescriptions dans l'arrêté préfectoral autorisant la mise en œuvre de mesures compensatoires en cas d'impossibilité de réaliser le nettoyage annuel.
<b>Constats :</b>
L'inspection des installations classées a consulté un justificatif concernant le dernier nettoyage des tours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 20 : Carnet de suivi**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. IV. 2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;</li> <li>- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;</li> <li>- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;</li> <li>- les périodes d'arrêts complets ou partiels ;</li> <li>- le tableau des dérives constatées pour la concentration en Legionella pneumophila, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;</li> <li>- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;</li> <li>- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;</li> <li>- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;</li> <li>- les modifications apportées aux installations.</li> </ul>

[...]
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a consulté par sondage le carnet de suivi de la Tour 700 principale et n'a pas identifié de non conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 21 : Rapport d'analyses légionelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le rapport d'analyses fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon : <ul style="list-style-type: none"> <li>- utilisation de la norme NF T90-431</li> <li>- date et heure de prélèvement, température de l'eau</li> <li>- date et heure de réception de l'échantillon</li> <li>- date et heure de début d'analyse</li> <li>- nom du préleveur</li> <li>- référence et localisation du (des) point(s) de prélèvement</li> <li>- caractéristiques de l'eau : couleur, dépôt, pH, conductivité, turbidité de l'eau</li> <li>- nature et concentration cible pour les produits de traitement utilisés</li> <li>- date de la dernière injection de biocide, nature du biocide et quantité (délai d'au moins 48 heures après l'injection)</li> </ul> Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a consulté le rapport d'analyse du prélèvement réalisé le 30 septembre 2024 concernant la tour 700 principale réalisé par la laboratoire Mérieux nutrisciences. Toutes les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon étaient présentes et les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 22 : Transmission analyses legio**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 3.e)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle TAR
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a vérifié le délai de transmission des résultats d'analyses entre janvier et décembre 2024.

L'exploitant n'a pas respecté le délai de transmission des résultats d'analyses de 30 jours sur 3 des 5 prélèvements réalisés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Préciser les actions que vous mettrez en place pour respecter le délai de transmission de 30 jours à l'inspection des installations classées des résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 23 : Rapport d'analyses eau rejetée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point 3.7.1.2 b du présent arrêté. Une mesure des concentrations des différents paramètres et polluants visés au point 5.5 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne procède pas à l'analyse annuelle des rejets de ses TAR. Il prévoit de réaliser ces analyses dans 2 mois.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre les résultats de l'analyse annuelle des effluents générés par les TAR de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois